

BC Hydro dans l'œil des groupes environnementaux

Dossier de la rédaction de H2o
 Avril 2022

Des groupes environnementaux demandent au vérificateur général de la Colombie-Britannique d'enquêter sur BC Hydro et ce qu'ils affirment être un échec de l'entreprise à financer la restauration de l'habitat après les destructions causées par les projets de barrages hydroélectriques.

La BC Wildlife Federation et le Centre du droit de l'Université de Victoria affirment que l'argent du public versé au Programme de compensation pour la faune aquatique et terrestre n'est pas utilisé à bon escient. Au contraire, il finance des fonctions ordinaires, comme la lutte contre les espèces envahissantes et des programmes pédagogiques pour les enfants. "C'est génial d'apprendre aux enfants (...) à être en sécurité près des ours, mais cela ne remplace pas les milliers de kilomètres carrés d'habitat de la faune et de frayères détruits par les barrages de BC Hydro", affirme Calvin Sandborn, le directeur juridique du Centre du droit. Ces fonds devraient compenser les riches et vastes vallées perdues au profit du développement hydroélectrique sur le fleuve Columbia et la rivière de la Paix. Le financement du programme est une obligation en vertu des permis d'utilisation de l'eau de BC Hydro. Selon le directeur de la BC Wildlife Federation, la province ignore le problème depuis longtemps : "Nous avons signalé ce problème des centaines de fois, si ce n'est plus, à des dizaines de ministres au fil des décennies et c'est tombé dans l'oreille d'un sourd", explique Jesse Zeman. L'entreprise affirme pour sa part ne pas avoir vu la demande de la BC Wildlife Federation et ne pas pouvoir faire de commentaires spécifiques. Dans une déclaration écrite envoyée à CBC/Radio-Canada, BC Hydro affirme que son Programme de compensation pour la faune aquatique et terrestre est géré de façon indépendante et qu'il a fait l'objet d'une évaluation et d'un audit financier par une tierce partie en 2018-2019. Les décisions de financement sont prises à l'échelle locale de manière ouverte et transparente : chaque région dispose d'un conseil local indépendant et d'un plan d'action local, qui comprend les priorités pour la région. Chaque conseil comprend des représentants des agences locales, des Premières Nations et des intervenants publics.

M. Zeman soutient que l'entreprise échoue lamentablement à son devoir de restaurer la perte et de l'habitat et la dégradation dans le bassin du fleuve Columbia en dépensant moins de 6 millions de dollars par an. Il rappelle que, de leur côté, les États-Unis dépensent 240 millions de dollars directement sur le terrain, en plus de près de 500 millions de dollars supplémentaires pour d'autres fonctions liées à la compensation pour la faune sauvage. La province a beaucoup profité des États-Unis d'un point de vue financier. Nous recevons entre 100 et 120 millions de dollars grâce au Traité du fleuve Columbia. Et, de notre point de vue, cet argent doit être investi dans la compensation pour le poisson et la faune. BC Hydro déclare qu'elle serait disposée à fournir des renseignements supplémentaires au vérificateur général.

Karin Larsen - Radio-Canada

Photo BC Hydro

À